



Conseil économique et social

Distr. limitée
14 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne, 11-15 avril 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Erasmo **Lara Cabrera** (Mexique)

Additif

Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

1. À ses 7^e et 8^e séances, le 14 avril 2011, la Commission a examiné le point 6 de l'ordre du jour intitulé "Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale".
2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:
 - a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2011/3-E/CN.15/2011/3);
 - b) Note du Secrétariat sur les tendances de la criminalité dans le monde et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (E/CN.15/2011/10);
 - c) Note du Secrétariat sur les services de sécurité privée civile: leur rôle, leur surveillance et leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité (E/CN.15/2011/14);
 - d) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la fraude économique et la criminalité liée à l'identité (E/CN.15/2011/16);
 - e) Rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la collecte, de la communication et de l'analyse de données pour mieux cerner les tendances dans certains domaines de la criminalité (E/CN.15/2011/17);



f) Note du Secrétariat contenant le rapport du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur l'étude approfondie du phénomène de la cybercriminalité et des mesures prises par les États Membres, la communauté internationale et le secteur privé (E/CN.15/2011/19);

g) Rapport sur les résultats de la réunion de planification tenue à Abu Dhabi les 10 et 11 mai 2010 concernant la création d'un groupe d'experts chargé d'examiner le rôle des services de sécurité privée civile, leur surveillance et leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité (E/CN.15/2011/CRP.2, en anglais seulement);

h) Rapport sur les travaux de la réunion du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité, tenue à Vienne du 6 au 8 décembre 2010 (E/CN.15/2011/CRP.3, en anglais seulement);

i) Mises à jour du rapport de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, intitulé *Counterfeiting: A Global Spread, A Global Threat* (E/CN.15/2011/CRP.4).

3. Des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur chargé de la Division des traités et Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite et par un autre représentant du Secrétariat. Des déclarations liminaires ont également été faites par l'observateur de l'Afrique du Sud, en sa qualité de Président du groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de réaliser une étude approfondie du phénomène de la cybercriminalité, et par le représentant de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, conformément à la décision 19/1 de la Commission. Des déclarations ont été faites par les représentants du Canada, des États-Unis, de l'Allemagne, du Mexique, de l'Argentine et de l'Iran (République islamique d'). Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de l'Italie, de l'Afrique du Sud, du Venezuela (République bolivarienne du), des Émirats arabes unis, de la Colombie et du Zimbabwe.

A. Délibérations

4. Les efforts faits par le Secrétariat pour collecter des données comparables sur le crime et la justice pénale et proposer aux États Membres un appui technique en la matière ont été salués. Les statistiques et données administratives officielles issues des enquêtes de victimisation comportaient des informations complémentaires non négligeables sur la nature et l'étendue de la criminalité. Il a également été pris note des efforts consentis récemment pour améliorer l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, conformément aux recommandations du groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée créé par la résolution 2009/25 du Conseil.

5. Il a été noté que la Commission constituait un lieu d'échange primordial pour l'identification de nouvelles formes de criminalité aux fins d'élaborer des politiques efficaces. Il a été observé qu'il existait un besoin de disposer de plus de renseignements et de données sur les formes de criminalité nouvelles, émergentes et en constante évolution, notamment la cybercriminalité, la piraterie maritime, la fraude économique, l'extraction illicite et le trafic de métaux précieux, la

criminalité liée à l'identité, la criminalité transnationale organisée dans l'industrie de la pêche, la criminalité environnementale et la contrefaçon de marchandises et de produits. On a souligné l'importance des études longitudinales sur des types précis de criminalité et on a salué l'initiative prise par l'UNODC de collecter et analyser des données haute fréquence sur la criminalité et les facteurs économiques et de développement sous-jacents. Les États Membres ont été instamment priés de communiquer régulièrement et en temps voulu à l'UNODC des informations sur les tendances de la criminalité. Il a été dit que le Secrétariat devrait pour l'établissement des rapports se servir des données obtenues auprès de sources autorisées des États Membres et consulter ceux-ci le cas échéant, afin d'éviter de présenter des informations inexactes.

6. Il a été fait référence au rôle des services de sécurité privée dans la prévention de la criminalité et à leur contribution au développement de stratégies en ce sens dans les contextes nationaux. Il a été noté que l'exercice des pouvoirs de la police demeurerait une prérogative de l'État.

7. Il a été noté qu'une action globale contre la cybercriminalité pourrait devoir comporter une série d'éléments ayant trait notamment au droit pénal et à l'assistance technique, et d'autres mesures faisant le lien entre la cybercriminalité et un contexte plus vaste de développement et d'utilisation des technologies de l'information et des communications en général. La question du moment de la fourniture de l'assistance technique concernant l'étude approfondie a également été soulevée.

8. Des intervenants ont décrit les efforts faits par leurs pays pour traiter les questions de cybercriminalité et de cybersécurité et souligné qu'il fallait répondre aux besoins particuliers des pays en développement. Il a été suggéré que le Secrétariat devrait s'efforcer de prévoir consécutivement des réunions du groupe d'experts chargé de réaliser une étude approfondie sur le phénomène de la cybercriminalité et du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité.

9. On a considéré que le trafic des produits contrefaits et les crimes qui avaient un effet néfaste sur l'environnement étaient des phénomènes émergents présentant une dimension de criminalité transnationale organisée qui méritaient une attention accrue de la Commission.

10. Des intervenants ont évoqué la fraude économique et la criminalité liée à l'identité et leur augmentation au cours des dernières années, résultant notamment de la propagation des technologies de l'information et des communications. L'étude des Nations Unies sur la fraude et l'abus et la falsification d'identité à des fins criminelles¹, présentée à la Commission à sa seizième session avait fourni une évaluation de base aux fins de travaux plus concrets aux niveaux national et international. Il a été fait référence aux travaux du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité, créé par l'UNODC pour élaborer des stratégies, faciliter la poursuite des travaux de recherche et convenir de mesures pratiques.

¹ E/CN.15/2007/8 et Add. 1 à 3.